

CONTRE LA CASSE DU SERVICE D'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE

Après un premier plan social au CAUDA (Centre d'Accueil d'Urgence des Demandeurs d'Asile) de l'Hygiène Sociale du Doubs début 2008 (cinq suppressions de postes), la casse du service public d'accueil des demandeurs d'asile se poursuit tant au niveau local que national. Avec une baisse de 60% du budget accordé par l'Etat pour l'accueil d'urgence des réfugiés (anciens « pré-CADA »), ce sont six emplois qui sont directement menacés à l'ADDSEA (deux au DLHB de Pontarlier, deux au CADA Albert Camus de Bethoncourt et deux au CADA Lafayette de Besançon), quant au CAUDA de l'Hygiène Sociale du Doubs, là aussi des emplois sont menacés.

Si nous assistons très clairement à la liquidation, par le gouvernement, de l'accueil d'urgence des réfugiés, c'est aussi l'ensemble du dispositif d'accueil et d'accompagnement des réfugiés et demandeurs d'asile qui est attaqué. Aujourd'hui déjà, les financements ne sont pas accordés pour des besoins aussi vitaux que la nourriture ou la santé. Pour 2009¹, le budget national de l'ensemble du ministère de l'immigration enregistre une baisse de 15,7%, baisse d'autant plus inquiétante que si ce budget prévoit une hausse de l'enveloppe concernant entre autres les Centres de Rétention Administrative et les expulsions (436 millions contre 414 l'an dernier), le budget « accueil et accès à la nationalité », lui, subit une diminution drastique (77,8 millions contre 195 millions dans le budget 2008).

Au delà des questions d'emplois, c'est bien l'ensemble du service public d'accueil des réfugiés qui est remis en cause, et, au-delà, le droit effectif à l'asile politique. Nous rappelons que ces dernières années, le droit d'asile a été largement attaqué, tant par les politiques européennes que françaises, comme la mise en place d'une liste de pays dits « sûrs », où l'on trouve la Géorgie (actuellement en situation de guerre avec purifications ethniques) ou le Mali (où malgré la législation, 91% des femmes subissent l'excision²). Nous rappelons que les demandeurs d'asile sont des citoyens du monde qui cherchent à fuir le chaos des guerres et la terreur des bandes armées, qu'ils viennent du Caucase, des pays issus de l'ancienne Yougoslavie, du Moyen-Orient ou d'ailleurs, des militants et des militantes menacés par des régimes dictatoriaux, des femmes ou des victimes du racisme qui voudraient ne plus subir de discriminations.

Nous refusons cette politique de destruction du service public d'accueil des réfugiés.

Nous demandons que les financements soient maintenus et accordés afin de maintenir les postes et d'offrir un accompagnement de qualité aux demandeurs d'asile.

SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PETITION EDITIONNEE PAR L'INTERSYNDICALE DE L'ADDSEA ET RESTEZ EN CONTACT POUR LES MOBILISATIONS A VENIR !

Les sections CFDT, CGT, FO et SUD de l'ADDSEA



¹ Dépêche AFP du 26 septembre 2008

² Amnesty International, novembre 2005.